



## **De l'argent pour la sécurité sociale, les services publics et les salaires... pas pour les actionnaires**

Les politiques d'austérité menées par les différents gouvernements successifs avant la crise sanitaire et les non prises en compte de ce gouvernement en matière de Santé et d'Action Sociale ont généré des carences en matière de prise en charge, qui se sont accentuées pendant la pandémie du COVID 19. L'absence d'anticipation, la gestion calamiteuse des moyens, notamment des masques, ont abouti à un désastre sanitaire, avec des conséquences dramatiques qui auraient dû être évitées.

Cette crise démontre que les questions de santé, d'améliorations des conditions de travail des salarié·e·s de ces secteurs d'activité et la prise en charge de la population doivent être des enjeux prioritaires pour notre société.

La population a applaudi les agents hospitaliers, ceux des EHPAD et des services d'urgence, mais elle a aussi compris l'urgence de satisfaire les revendications exprimées par ceux-ci.

Pour nos organisations, il est clair que les professionnel·le·s de santé, ne se contenteront plus de belles promesses et de demies mesures, pas plus que les usagers ! Ce ne sont pas les médailles et les commémorations qui répondront aux besoins des populations en matière de santé et de protection sociale en général, pas plus qu'elles ne permettront de satisfaire les légitimes revendications des personnels de ces secteurs.

Nous sommes également convaincus que les discussions engagées dans le cadre du "Ségur de la santé" ne permettront pas d'aboutir à une amélioration de notre système de santé et de la situation de ses personnels. Les premiers échanges montrent bien de la part du gouvernement une volonté de ne pas changer de politique, le ministre Véran ayant clairement annoncé qu'il s'agissait seulement de revoir le rythme des réformes, pas leur contenu. Les fermetures d'hôpitaux et de lits, les suppressions d'emplois de soignants, la baisse des dotations aux

établissements de soins dans une gestion comptable de la santé par les ARS sont à l'évidence toujours d'actualité pour le gouvernement.

La question du financement de la santé en France n'est pas à l'ordre du jour pour le gouvernement. Pourtant, ce sont bien les politiques d'austérité, de baisse des cotisations sociales et de suppressions d'emplois qui ont amené notre système de santé là où il est, en l'asphyxiant par insuffisance de financement.

En Ille-et-Vilaine, la CGT, FO, FSU, FSE soutiennent la plateforme commune revendicative des organisations syndicales paramédicales et médicales et exigent ensemble une autre politique de santé et d'action sociale, dans le public comme dans le privé.

De même, elles exigent le retrait pur et simple de la loi de réforme des retraites et de la réforme de l'assurance chômage qu'elles ont combattues dans l'unité. La crise sanitaire avec ses conséquences économiques et sociales, a démontré le caractère particulièrement néfaste et destructeur de ces réformes pour les salarié·e·s, les retraité·e·s et les privé·e·s d'emploi.

**La sortie de la crise du coronavirus, avec toutes ses conséquences sociales et sanitaires, doit se faire par le choix d'une politique de progrès social. Cela passe par une autre politique de l'emploi, l'interdiction des licenciements. Cela passe par l'arrêt des exonérations de cotisations sociales. Cela passe par l'arrêt de la casse de la sécurité sociale, de l'hôpital public et des services publics en général. Cela passe par un autre partage de la richesse, orienté vers le progrès social.**

**Le 16 juin 2020 à Rennes, nos organisations seront réunies pour une initiative unitaire interprofessionnelle, à 11h, esplanade Charles de Gaulle (dans le respect des gestes barrière).**

Rennes, le 10 juin 2020